

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

ABSTENTION ou VOTE NUL

- L'UOPDP appelle à l'abstention ou au vote nul (Voir pages intérieures)
- «Ecologie 78» et «Choisir» ne se désistent pas (Voir pages 7 et 8)

Editorial

Refusons le chantage !

Peut-être faites-vous partie de ces 8 % d'électeurs du premier tour, de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, du mouvement écologiste ou du mouvement de femmes « Choisir », ou encore d'un groupe trotskiste ; ou peut-être avez-vous, au premier tour, voté pour un des partis de gauche ; ou peut-être avez-vous voté à droite ou n'avez-vous pas voté du tout... De toute façon, à entendre les quatre grands partis qui se disputent nos suffrages : votre voix serait décisive.

La droite vous dit : Voter à gauche, ce serait voter pour les horreurs du collectivisme ! La gauche vous dit : Ne pas voter, ce serait faire le jeu de la droite ! Chantage !

Pour bien choisir, il ne faut pas se laisser prendre aux grandes déclarations pathétiques du genre « Vote historique », « Pas une seule voix ne doit manquer ». De toute façon, le vote historique on nous l'avait déjà annoncé pour le 12 mars et vous avez vu le résultat : on se retrouve avec des coalitions désunies, toutes deux minoritaires, toutes deux nous promettant tout et tout de suite, le SMIC et la libération de la femme, la hausse des salaires et la baisse des prix, la résorption du chômage et le renouveau de l'environnement.

Revenons-en plutôt au point de départ, à ce que nous voulons vraiment, nous travailleurs, et tout d'abord à ce que nous ne voulons plus.

Nous ne voulons plus d'un pouvoir d'achat usé par l'inflation, de maigres salaires bouffés par la hausse des prix. Nous ne voulons plus du chômage, ni pour nous, ni pour quiconque est en âge et en état de travailler. Nous ne voulons plus que les femmes aient une position toujours inférieure, toujours surexploitées. Nous ne voulons plus voir l'environnement détruit chaque jour, dans les villes comme dans les campagnes, comme nous ne voulons pas courir le risque d'un programme « tout-nucléaire » et sans sécurité aucune.

Mais il y a autre chose. Nous ne voulons pas non plus voir nos grèves détournées, condamnées ou brisées par des dirigeants syndicaux de gauche. Nous ne voulons pas non plus voir les services d'ordre du PCF traiter les militantes féministes de « nénettes excitées » ou de « mal baisées » et agresser leurs manifestations. Nous ne voulons pas non plus des leaders de gauche qui condamnent les manifestants de Malville quand la police assassine un jeune

écologiste. Nous ne voulons pas non plus du renforcement de la police répressive que réclament les maires et candidats-députés de gauche comme de droite.

Voilà pourquoi, quelles que soient les pressions de la droite ou de la gauche, nous ne voterons pas pour eux au second tour, dimanche. Il ne s'agit pas de désintérêt pour les élections, ni de nihilisme ou de refus de la politique. Il s'agit d'être conséquent : nous ne voterons pas contre nos aspirations, même si on nous annonce le vote du siècle, une fois de plus.

Ce que nous voulons, par contre, c'est ce que nous construisons déjà chaque jour, ce que d'autres



ont commencé à construire de leur côté : l'unité des travailleurs dans la lutte, l'unité des ouvriers et des paysans, l'unité aussi avec les militants du cadre de vie ou de la libération de la femme, l'unité avec nos camarades immigrés à qui l'on refuse le droit de vote.

Ce que nous voulons c'est obtenir satisfaction par la lutte. Parce que nous savons que si la droite reste ou que si la gauche passe, il faudra lutter, comme nous luttons aujourd'hui, comme d'autres ont dû faire grève contre le gouvernement de gauche de Léon Blum en 1936.

Ce que nous voulons, c'est nous unir un peu plus chaque jour dans cette lutte, gagner nos collègues de travail ou nos voisins à cette idée : ce qui est déterminant, c'est la lutte sur le terrain. Et préparer peu à peu tous ensemble le moment où on balayera ce système exploiteur en faisant la révolution, le grand coup de balai.

NOUVELLE MAREE NOIRE

Non, il n'y a pas d'accident, pas de fatalité, pas de circonstances atténuantes. Trop c'est trop. Encore un super-pétrolier échoué sur les côtes de Bretagne.

Les 230 000 tonnes de mazout contenues dans ses flancs s'écoulent dans les eaux côtières du Finistère. Quelques heures après l'échouage, l'odeur s'en répandait de Brest à Morlaix. A 10 h 30, le navire s'est coupé en deux.

Après le Torrey Canon, le Bollen et les autres, on ne peut plus les laisser faire.

ENLEVEMENT DE MORO

Aldo Moro, ancien premier ministre italien et président de la Démocratie chrétienne — principal parti gouvernemental — a été enlevé jeudi dans la matinée à Rome.

Cet enlèvement qui serait le fait des « Brigades rouges » est à replacer dans le cadre de la profonde crise politique qui secoue la bourgeoisie italienne depuis des années : il intervient après une longue suite d'assassinats et d'enlèvements touchant des politiciens ou des magistrats.

Faut-il redire que ce genre d'attentat appartient entièrement aux conceptions et aux pratiques de la bourgeoisie.

La classe ouvrière italienne qui se bat contre l'exploitation capitaliste et l'austérité appuyées conjointement par la Démocratie chrétienne et le Parti communiste italien n'a rien à gagner dans ces réglemens de comptes.

Quant aux dirigeants du PCI, ils ont trouvé dans l'événement l'occasion de donner de nouveaux gages de « sérieux » et de « responsabilité ». Ils ont poussé le zèle jusqu'à lancer immédiatement un appel pour une grève générale de soutien au grand bourgeois Aldo Moro.

«L'OLP ACCENTUE SON COMBAT»

Les combats se poursuivent au Sud-Liban, où Israël n'a pu s'installer que sur 1/10e du territoire qu'elle prétend avoir occupé. « Les combats se poursuivent sur l'ensemble des axes de pénétration israélienne. Les pertes israéliennes se chiffrent à 350 tués et blessés, un avion skyhawk abattu et 70 à 80 véhicules blindés détruits. Les pertes du côté palestinien sont de 79 tués et blessés, la destruction de plusieurs positions fortifiées et l'abandon de quelques autres. Les pertes civiles libanaises et palestiniennes sont de 150 tués et blessés et 80 disparus. »

Le communiqué conclut : « Les affrontements ne sont pas terminés, et l'OLP n'a d'autre choix que d'accroître son combat ».

D'autre part, l'agression israélienne au Sud-Liban suscite une vague de protestations en Cisjordanie et en premier lieu à Jérusalem-Est.

Les établissements scolaires sont en grève depuis jeudi matin et les lycéens ont employé leur matinée à ramasser des vieux pneus qu'ils ont incendiés dans les rues, des manifestations commencent à s'organiser.

Dans les écoles, les élèves font retentir des chants patriotiques palestiniens.

VOIR ARTICLE PAGE 2

LE 3e TOUR EST COMMENCE

● CAF

Les techniciens de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne poursuivent leur grève, entamée le 31 janvier, pour obtenir une qualification supérieure : le niveau 6 pour tous. Jeudi, ils ont manifesté depuis la rue Viala jusqu'au ministère des Finances (ministère de tutelle avec celui de la Santé) en passant par Matignon, la résidence de Barre.

Les grévistes qui sont en majorité des femmes témoignent d'une grande combativité, ils savent que la seule voie pour gagner c'est de persévérer dans la lutte.

● PLM

Comme prévu, le conseil de discipline vient de condamner notre camarade Kup à six mois de mise à pied et au déplacement hors résidence. Le 16 mars, refusant cette sanction, il est revenu travailler dans son service, la ligne B, en distribuant largement une lettre « Pourquoi je rentre » dont nous vous donnerons des extraits dans notre prochaine édition. La réaction des gars a été positive. Le chef de division et les deux inspecteurs centraux de la brigade ont voulu le faire repartir. Bien sûr, il a refusé.

L'inspecteur révisoniste de son service, toujours égal à lui-même, a été jusqu'à lui refuser une communication téléphonique qu'il recevait de l'extérieur.

Quant à l'un des dirigeants CGT et membre du PCF du PLM, il lui a dit : « Pourquoi veux-tu qu'on te soutienne puisque t'appelles pas à voter pour la gauche ? ». C'est le troisième tour qui commence.

Condamnation des crimes sionistes

« Un véritable génocide... »

Qualifiée cyniquement d'« opération de nettoyage » par les autorités sionistes, la récente attaque israélienne sur le Liban a été la plus importante depuis la guerre d'octobre 1973.

« Les opérations israéliennes au Sud-Liban constituent un véritable génocide des Palestiniens puisqu'elles

De son côté, la République populaire de Chine a exprimé son soutien aux peuples arabes et palesti-

L'objectif des sionistes : liquider les bases de la résistance palestinienne au Sud-Liban et y installer leur contrôle sur une zone de 7 à 10 km de profondeur en territoire libanais, sur les 80 km de frontière commune.

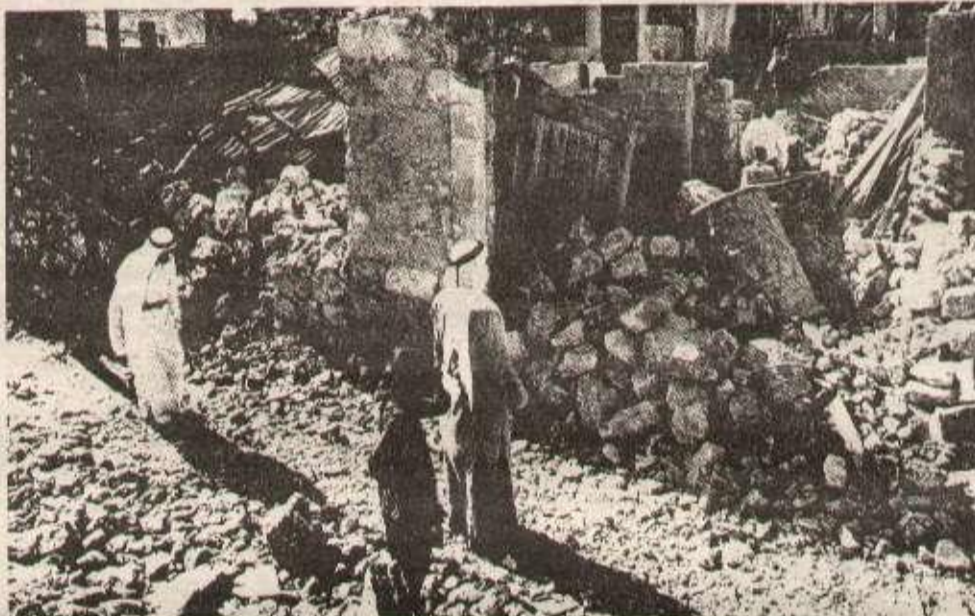
LA SAUVAGERIE

La sauvagerie de cette nouvelle agression se solde déjà par un abominable massacre de population innocente. Selon l'OLP, plusieurs centaines de femmes, de vieillards et d'enfants sont tombées sous les balles des troupes sionistes ou ont été écrasées sous les bombes lâchées des F 15 israéliens, au-dessus de Tyr ou de Damour, le village où étaient réfugiés les rescapés du Tall El Zaatar.

Mais les assassins sionistes ont aussi un lourd bilan, du fait de la courageuse résistance des feddayins : deux de leurs bombardiers ont été abattus par la DCA palestinienne et ils auraient déjà 300 tués ou blessés dans leurs rangs.

MIS EN ACCUSATION

Une fois de plus, les sionistes ont montré publiquement leur véritable nature



Les sionistes n'en sont pas à leurs premiers crimes (ci-dessus un bombardement).

agressive et expansionniste, unanimement dénoncée par les pays arabes. La Jordanie a lancé un appel à ces derniers, les invitant à « restaurer leur solidarité et à assumer leurs responsabilités face à l'agression israélienne contre le Sud-Liban ». Le président Boumédiène a adressé un message de soutien au président libanais et à Yasser Arafat. L'Irak a dénoncé : « l'agression criminelle contre des citoyens paisibles vivant dans les camps palestiniens et les villages du Sud ».

visent à tuer ceux-ci simplement parce qu'ils sont Palestiniens », a déclaré de son côté le ministre égyptien des Affaires étrangères

nien en dénonçant le nouvel acte d'agression d'Israël et en soulignant qu'il avait rencontré la ferme résistance des Palestiniens.

**Abonnez-vous à
L'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

L'Allemagne n'est plus le paradis social dont rêvent les patrons

L'année 1978 remet en cause tous les espoirs des capitalistes sur la tranquillité sociale en RFA. Depuis combien de temps entendons-nous parler de l'Allemagne comme un modèle où tout se règle sans conflit ? Mais ce paradis dont rêvent les patrons français est en train de tomber.

Depuis le début de l'année, des grèves très importantes se sont déroulées en RFA, montrant ainsi que les travailleurs allemands refusent ce « consensus social » dans lequel on veut les enfermer.

LES DOCKERS

Le mois dernier, il y eut la grève des dockers pour une augmentation des salaires, les patrons durent accorder une augmentation de 7 %. Les autres capitalistes ont fait savoir leur mécontentement suite au succès des dockers craignant que cela ne fasse bouler de neige dans les autres secteurs industriels.

LA PRESSE

Puis, il y a deux semaines, a commencé un conflit qui se poursuit toujours, c'est celui des travailleurs de l'imprimerie qui se sont mobilisés face aux dangers qui menacent leur propre existence du fait de la restructuration prochaine de ce secteur.

Cette grève concerne six entreprises employant 2 280 salariés. Les patrons, n'admettant pas que les ouvriers engagent une lutte, ont répliqué aussitôt en décrétant le lock-out pour toutes les

imprimeries en Allemagne (les patrons étant unis quand il s'agit de s'opposer aux travailleurs).

Mais cette pression n'a pas marché, ils ont dû lever leur décision et les ouvriers ont poursuivi la lutte. Face à cela, ils ont entrepris de lock-outer à nouveau depuis mardi dernier : cela concerne 415 entreprises et 36 000 travailleurs. Le but de cette manœuvre est de rendre impopulaire la grève auprès de ceux qui sont victimes de ce lock-out. Depuis mercredi, aucun journal n'est paru en RFA.

LES METALLOS

Mercredi matin, ce sont les ouvriers métallurgiques du Nord du Bade-Wurtemberg qui se mettaient en grève. Une grève qui concerne 140 000 ouvriers et employés qui réclament une augmentation de salaire de 8 % alors que le patronat ne veut accorder que 4 %.

Là aussi, les patrons se sont unis pour lock-outer toutes les entreprises de la région à partir de lundi. Fini le rêve d'une Allemagne tranquille où les capitalistes peuvent exploiter sans ennui. Les patrons veulent mettre au pas les travailleurs mais ça ne marche pas.

• Argentine

Le bilan des victimes de la mutinerie de la prison argentine de Villa Devoto s'élève désormais à 60 morts et 81 blessés. La prison hébergeait à la fois des prisonniers de droit commun et des femmes « mises à la disposition du pouvoir exécutif », c'est-à-dire des détenues politiques.

Pendant qu'un violent incendie ravageait la prison, les habitants voisins ont entendu pendant plus d'une heure le tir d'armes automatiques dans la prison, cernée par d'énormes forces de police et de l'armée et survolée par des hélicoptères.

Un sénateur américain avait révélé, il y a peu, l'existence d'un plan secret du gouvernement argentin visant à réprimer par de véritables massacres à grande échelle, tout soulèvement dans les prisons.

Par ailleurs, le prêtre français, Henry de Solan-Béthumale, libéré samedi

dernier d'une prison d'Argentine, a déclaré mercredi soir, à Paris, que « dans ce pays, la torture et la terreur, dont les victimes sont les détenus politiques, sont devenues des méthodes de gouvernement ». « J'ai séjourné, a-t-il dit, pendant dix ans en Argentine et j'ai été arrêté en août 1976 dans la province argentine de Corrientes, sous l'accusation d'avoir en ma possession des livres interdits et d'avoir prêté une machine à écrire ».

Le prêtre français Henry de Solan-Béthumale a été transféré dans plusieurs prisons argentines jusqu'au régiment No 9 de la Plata. Il a été libéré le 11 mars. « J'ai vu à plusieurs reprises beaucoup de prisonniers politiques qui avaient été brutalement torturés à l'électricité ainsi que des femmes violées par des policiers ou des militaires », a ajouté le prêtre. « Les prisonniers, a-t-il conclu, veulent une profonde reconnaissance à la solidarité internationale ».

• USA

Le conseil de négociations du syndicat des mineurs a approuvé mercredi soir, à Washington, pour la troisième fois depuis le début de la grève, un projet de contrat collectif qui doit maintenant être soumis à la ratification des 160 000 grévistes avant la fin de la semaine prochaine.

Le président du syndicat (UNW), Arnold Miller, estime que ce nouveau texte contient des « améliorations considérables » par rapport à celui rejeté il y a dix jours.

Pourtant, le vote du conseil des négociations a été plus serré que la dernière fois et il n'est pas du tout sûr que les mineurs à la base apprécieront les choses comme le chef, de plus en plus contesté, du syndicat.

• URSS

Le violoncelliste soviétique Rostropovitch et la femme, la cantatrice Vich-

nevskaia, connus internationalement, ont été déchus de leur nationalité soviétique par décret du Présidium suprême de l'URSS en raison de leurs activités qui, selon les « Izvestia » portaient « atteinte au prestige de l'URSS ». Cette nouvelle dénationalisation fait suite à celle dont fut victime le général Grigorenko la semaine dernière.

• Panama

Carter a reculé devant le Sénat américain en acceptant d'inclure dans la résolution finale du traité sur le canal de Panama, une concession de taille : une nouvelle clause permettant une intervention militaire américaine dans la zone du canal en cas de troubles internes au Panama.

Nul doute que le peuple de Panama, fermement décidé à retrouver l'intégrité de ses droits sur son propre territoire, ne tolérera pas l'existence d'une clause aussi scandaleuse.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

L'Association médicale franco-palestinienne (AMFP) et d'autres organisations, avec le soutien de l'Union générale des étudiants palestiniens appellent à un :

Rassemblement

Samedi 18 à 12 h

138, Bd Haussmann (Paris)

devant le local de la Ligue arabe (*), pour protester

- Contre les attentats sionistes en France.
- Contre l'agression sioniste au Sud-Liban.
- Contre les menaces de fermeture du bureau de l'Organisation de libération de la Palestine à Paris (OLP).

(*) Il y a donc changement de lieu par rapport à l'appel que nous avons publié hier. Le rassemblement se tiendra 138, bd Haussmann.

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

UOPDP 3, rue Jean Robert 75018 Paris Tél : 607 23 75

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS

Au nom de l'Union ouvrière et paysanne, nous voulons d'abord remercier tous les travailleurs qui par leur vote, ont soutenu nos candidats.

Bien sûr, nous ne nous sommes pas présentés dans toutes les circonscriptions, et nous n'avons pas recueilli un nombre de voix comparable à celui des grands partis de droite et de gauche.

Mais nous ne nous sommes pas présentés pour cela. Ce n'est ni par les promesses électorales, ni par des élections qu'on peut transformer les choses.

Au contraire, tout au long de notre campagne, nous vous avons dit : « C'est par vos luttes, et uniquement par vos luttes que vous pourrez arracher des succès, faire reculer les patrons ! ». Car enfin, quel que soit le futur gouvernement, la crise sera toujours là, et les patrons essayeront toujours de la faire peser sur le dos des travailleurs.

C'est pourquoi nous vous avons dit « C'est le troisième tour qu'il faut préparer, et dès maintenant, celui de la lutte », et les résultats de dimanche le prouvent bien.

Et après ce premier tour, à la différence de tous ceux qui s'adresseront à vous, dans le cadre de cette émission, nous ne changerons pas de langage. Nous vous avons tenu le langage de la vérité et nous continuerons.

Car depuis dimanche soir, qu'avons-nous vu, qu'avons-nous entendu ?

La droite relève la tête, plastronne, elle envisage sérieusement d'en reprendre pour cinq ans : la bourse remonte, Chirac se pose en sauveur, Barre appelle pompeusement à resserrer les rangs : tout ce beau monde se prépare à nous imposer un nouveau plan d'austérité.

Eh bien non ! Nous en avons assez de cette vie de chômage et de misère pour le plus grand nombre. Nous n'accepterons pas plus longtemps le blocage de nos salaires. Nous en avons assez de cette vie infernale qui use avant l'âge, détruit le cadre de vie, brise nos espérances.

Mais si nous ne voulons plus de cette droite, nous n'avons pas confiance en la gauche. Comment faire confiance en ces gens qui depuis six mois, ne cessent de se quereller et qui hier, en 10 minutes, brusquement, tombent d'accord et nous disent : « Ça y est, tout est réglé, votez pour nous, battez la droite, et nous nous chargerons du reste ! ».

De qui se moque-t-on ? Et qu'est-ce qui est réglé au juste ? Vous avez lu le texte de l'accord qu'ils ont signé hier ? A part les mêmes promesses qu'ils faisaient chacun séparément, aucun des points qui les ont opposés pendant des mois, et qu'ils présentaient eux-mêmes comme des points décisifs, les nationalisations, la défense, aucune de ces points n'est réglé.

Cassée avant hier, ressoudée hier, l'Union de la gauche se recassera demain écartelée par les projets capitalistes trop différents du PS et du PCF.

Comment pouvons-nous leur accorder notre confiance ?

Mais alors qui faut-il croire ? Marchais et Mitterrand qui nous disent le 13 mars qu'ils sont d'accord, ou Marchais et Mitterrand qui se disputaient le 11 mars encore ?

Comment croire Marchais qui présentait hier les 20,5 % de suffrages recueillis par le PCF comme une grande victoire, alors qu'en janvier il disait que 21 % ne suffiraient pas pour arriver à un bon accord.

Nous ne pouvons pas dire aujourd'hui : « Faites confiance à Marchais et Mitterrand alors que nous savons que demain ils se disputeront à nouveau, vous prenant à partie, vous sommant de soutenir chacun leur clan, chacun manœuvrant pour profiter de vos luttes et faire aboutir son propre projet.

C'est pour ces raisons que les candidats de l'Union ouvrière et paysanne refusent de se désister pour les candidats de droite, comme de gauche.



Nous savons que nombreux sont les travailleurs qui souhaitent la défaite de la droite et pour cela apportent leurs suffrages aux partis de gauche, malgré leur désaccord important avec les partis du Programme commun.

Nous disons à ces camarades : « Vous ne pouvez pas faire confiance aux dirigeants des partis de gauche. Mais de toute façon, ce qui est décisif aujourd'hui, ce n'est pas le résultat du scrutin du 19 mars, c'est de préparer le troisième tour, de préparer les luttes. Et dans ce combat, pour imposer nos revendications, pour diriger nous-mêmes nos luttes, nous nous retrouverons côte à côte ».

Travailleuses, travailleurs, C'est pour préparer ces luttes que nous avons constitué l'Union ouvrière et

paysanne à l'appel des marxistes-léninistes du PCRML et du PCMLF. Cette Union ouvrière et paysanne n'a que deux mois d'âge, mais déjà, elle a permis de constituer un premier rassemblement de force.

- Vous qui voulez en finir avec cette vieille société capitaliste, et vous qui voulez les usines aux ouvriers et la terre à ceux qui la travaillent,

- Vous qui voulez le socialisme.

- Vous qui voulez une société radicalement nouvelle dirigée par la classe ouvrière, où c'est le peuple qui décide des grandes orientations du pays, rejoignez l'Union ouvrière et paysanne.

Pour le succès des luttes d'après mars, pour avancer vers le socialisme, rejoignez les comités de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

Texte de l'intervention télévisée de l'UOPDP
mardi 14 mars - Nicole Balland et André Druesne

Quels que soient les résultats

UNE SEULE VOIE : LA LUTTE

Les résultats de ce premier tour des élections législatives soulignent l'état de crise de la bourgeoisie.

Pour la première fois depuis plus de trente ans, la coalition des formations ouvertement conservatrices et réactionnaires a été incapable, malgré le poids des positions acquises, le matraquage des mass-média, d'obtenir même une courte majorité de suffrages.

C'est le signe d'une usure évidente, d'une faillite perçue de plus en plus largement.

AMÈRE DÉCONVENUE A GAUCHE

Et pourtant, les partis dits de gauche qui, depuis

six ans, prétendent offrir une alternative à la droite, se sont montrés, malgré ces conditions très favorables, tout aussi incapables de rassembler une majorité de voix.

Cinglante désillusion pour le PS qui s'imaginait distancer nettement tous ses rivaux. A tel point qu'on peut se demander si ce parti attrape-tout, à force de louvoyer et de rester dans le flou, n'a pas déjà amorcé son déclin.

Amère déconvenue pour le PCF : en pourcentage, il régresse en-dessous de ce seuil des 21 % que Marchais

avait proclamé comme un minimum ! Et c'est dans des villes ouvrières, comme dans les banlieues Nord et Sud de Paris, considérées comme ses fiefs, que le soi-disant parti des pauvres subit les reculs les plus considérables, parfois de plus de 5 %.

Non, vraiment, on est bien loin de cet enthousiasme, de ce courant populaire qui devait porter la gauche au pouvoir.

UNE MAJORITÉ PRÉCAIRE

Si les partis de gauche n'ont pas perdu absolument toute chance de gagner au second tour, une chose est certaine : quel qu'il soit, le gouvernement issu de ces

élections sera un gouvernement très instable, reposant sur une majorité précaire.

D'autant plus instable que chacune des coalitions opposées est elle-même profondément divisée.

Barre, Lecanuet et Chaban lancent même déjà des appels insistants aux socialistes « trompés » par le PCF, alors que Chirac entend nettement imposer dans la majorité le leadership du RPR, demeuré, selon lui, électoralement le premier parti de France.

UN ACCORD VIDE

A gauche, comment croire qu'en quelques minutes,

ait pu se réaliser un accord solide ? Avez-vous lu le texte de l'accord ? C'est un accord vide purement démagogique et électoral. Il est muet sur toutes les divergences profondes qui ont opposé et opposent toujours le PS et le PCF. A coup sûr, s'ils venaient au gouvernement, chacun d'eux reprendrait de plus belle une lutte acharnée pour s'assurer la position dominante.

Si la droite passe, ce sera la poursuite du plan Barre : financiers et boursiers s'en réjouissent déjà bruyamment par avance. Si la gauche passe, en dehors de quelques mesures sociales vite récupérées comme après 68, ce sera le plan Rocard-Mitterrand. c'est-à-dire une

présentation de gauche du plan Barre.

EXPRIMER NOS ASPIRATIONS PROFONDES

Quel que soit le gouvernement issu de ces élections, les luttes ne manqueront pas de se développer. Elles seront indispensables pour obtenir la satisfaction de nos revendications les plus immédiates. S'y préparer dès maintenant, préparer ce troisième tour des élections, qui sera le plus important, c'est construire aujourd'hui une force révolutionnaire, large, exprimant nos aspirations profondes et capable de s'opposer aux manœuvres et aux manipulations des partis de gauche.

Les voix de l'UOPDP

Un potentiel pour l'action

Les candidats de l'UOPDP ont obtenu à peu près 28 000 voix dans un peu moins de 120 circonscriptions. S'ils avaient été présents dans la France entière, c'est plus de 100 000 travailleurs, on peut l'affirmer valablement, qui auraient voté pour eux. Comment apprécier ce chiffre qui reste modeste bien sûr, et comment apprécier les perspectives qu'il dessine ?

Tout d'abord, il faut bien voir que la toise électorale est la plus truquée de toutes. Ce n'est sûrement pas aux scores des grands partis traditionnels qu'il faut comparer celui de l'UOPDP. Ils ont eu tout le loisir de mener une campagne à l'américaine dans laquelle le rôle prépondérant a été rempli par les moyens modernes d'information, radio, télévision, grande presse.

Ils ont cultivé le vedettariat et leurs chefs de file ont bénéficié de longues heures d'écoute à la radio et à la télévision. Par contre, nous n'avons eu quant à nous, que 7 minutes en tout et pour tout, pour exposer nos positions en début de campagne et notre combat a été soit dissimulé, soit complètement déformé par la presse soi-disant d'information.

Les grands partis traditionnels et d'autres groupes n'ont également reculé devant aucune compromission, aucune démagogie, aucune promesse miraculeuse à valoir contre leur élection, pour rassembler un maximum de voix. L'attitude des candidats de l'UOPDP a été aux antipodes de celle-là. Dans des délais trop brefs puisqu'il a fallu dans le même temps former nos comités de l'UOPDP, faire connaître la plate-forme aux travailleurs, ils ont mené une campagne extrêmement claire, bannissant tout opportunisme et tout électoralisme, n'hésitant pas à aller à contre-courant sur des questions extrêmement importantes, proposant la lutte là où les autres promettaient la lune.

Qui d'autre que nous a parlé au cours de ces élections de la réalité de la situation internationale, des risques de guerre, des dangers que représentent les superpuissances, de l'identité profonde de nature de classe des projets de la droite comme de la gauche ?

C'est tout cela qu'il faut avoir en tête pour apprécier nos résultats, la qualité et le poids réels des voix des travailleurs qui ont voté pour l'UOPDP alors que nous nous présentions pour la première fois.

Ces électeurs ont marqué leur accord avec une campagne qui se démarquait de la droite comme de la gauche de façon très claire. Ils

(suite page 3)

Candidats	Voix	Candidats	Voix	Candidats	Voix
AIN		MARNE		SAVOIE	
1e COTTON Jean-Pierre	234	1e GIGERICH M.	207	3e GRANJON J.	191
2e GIORIA Jean-Claude	116	2e THOMAS Johan	211	SEINE-MARITIME	
ALPES-MARITIMES		3e BLANCHEMANCHE J.L.	184	2e CLOUARD Patrick	310
3e CRISTOFARI Joël	207	MAINE-ET-LOIRE		SOMME	
BOUCHES-DU-RHONE		2e METIVIER Michel	548	1e DEPECKER Jean	176
4e MANDRILLE Henri	342	4e PLISSON Bernard	546	5e BOGAERT Denise	334
6e VANDRAMME Yves	244	MEURTHE-ET-MOSELLE		TERRITOIRE DE BELFORT	
7e BOSC J.J.	98	1e LEBLANC M.T.	177	1e RIGOULOT Nicole	78
9e CASTAY Yves	366	7e ICETA Chrisitan	438	VAUCLUSE	
10e AGUADO Richard	376	MORBIHAN		3e JOLY Pierre	221
11e GOURC Jacques	133	5e LEGAL Romain	255	HAUTE-VIENNE	
CALVADOS		MOSELLE		2e RAULIN Emmanuel	293
1e COMPAGNON Béatrice	316	3e LAUX A.	343	3e HUBERT Christian	510
3e COUPEY Gérard	449	4e GREGOIRE M.	489	YONNE	
CHARENTES-MARITIMES		6e BRUNE Pierre	271	2e THOMAS Alain	515
1e BEY Michel	326	NORD		SAONE-ET-LOIRE	
COTES-DU-NORD		1e LEBLANC Marc	158	4e BENOIT Charles	281
1e LEMEUR Michel	326	2e RENAHY Philippe	128	5e PERRET Camille	343
2e LECORRE Loïc	201	4e POLISINI Ivanna	183	HAUTE-SAONE	
COTES-D'OR		7e GUILLERMAIN G.	258	CHATEL	392
1e SALOMON Agnès	159	8e WYCHOWANOK R.	233	VAL D'OISE	
2e GARRIGUES	276	OISE		1e BOEDART Pierre	234
DOUBS		5e HILLAIRE Georges	556	SEINE-SAINT-DENIS	
1e ROY Jacques	207	11e GRISEL Laurent	280	1e BLANCHEMANCHE P.	255
2e QUERON Serge	259	ORNE		2e CHEVET Yves	151
DROME		2e AUCLAIR Henri	381	5e BERNARDINI F.	314
3e MARTIN Colette	204	PAS-DE-CALAIS		7e FERNANDEZ G.	118
FINISTERE		5e COPPIN Henri	181	PARIS	
1e GUIVARCH J.F.	530	7e BONTE Jules	176	2e MERIEUX Roland	63
2e MOYSAN Fernand	175	12e LACAZE Jacques	473	10e PICHOT P.	82
4e CORRE Milliau	257	13e TAINMONT Michèle	124	12e REY Gilbert	59
HAUTE-GARONNE		PUY-DE-DOME		13e JAUNAS Daniel	88
4e DESACHY Cécile	222	PALJKOVIC J.M.	298	16e DUVERNE Sylvain	69
GERS		PYRÉNÉES-ATLANTIQUES		25e RENAHY J.H.	70
2e DESBARRAT Daniel	233	4e OCANA M.	407	27e LEBRUN Claude	78
GIRONDE		1e BERIT-DEBAT	367	28e DRUESNE André	81
1e BORTHURY Bruno	113	BAS-RHIN		29e BAUBY Pierre	100
4e CLUZAN Jean-Claude	475	2e KOSMAN Frédéric	166	30e CROHEM Colette	50
ILLE-ET-VILAINE		3e REISER Christian	352	31e DOUZIL Simone	58
1e LAFORET J.M.	423	HAUT-RHIN		SEINE-ET-MARNE	
2e LE CAM J.G.	571	4e DENEUX Gérard	207	1e LANDRIN Luc	243
ISERE		RHONE		2e BAUDOIN Patrick	456
1e BALDACCI René	157	1e DELORME Claude	63	ESSONNE	
2e CHERHAL Jean	218	2e RUFFIER	116	2e BERICHVILI Thierry	351
3e DUBARRY Michel	331	3e LUBATO	68	1e LEVY Jacques	275
LOIRE		6e DHENNEZEL Philippe	123	3e GODEFROY Pierre	345
1e FAUBERT Jacques	67	7e DE LICANT Josette	116	VAL-DE-MARNE	
5e DUPUY J.L.	123	10e REY Bernard	251	1e PERRET Joël	167
LOIRE-ATLANTIQUE		11e ABRIAL Henri	213	3e RODRIGUEZ René	202
2e JAUNAS Dominique	181	12e PERCHOUX André	122	4e ROLLET Patrice	113
3e KERVAREC Michel	192	13e SCARAFIA Nathalie	210	HAUTS-DE-SEINE	
LOIRET		4e DURAND	63	1e RABOUTET Jean-Louis	120
1e MERCY Paul	395			4e PRAXELLE Guy	103
2e GAURANT Michel	351			7e FREVAQUE Bernard	120
				11e BALLAND Nicole	90

Interview

Pourquoi nous avons rejoint l'UOPDP

Les mois qui ont précédé les élections ont été marqués à Nantes par deux grandes luttes. Les ouvriers de Dubigeon ont mené une grève dure et déterminée, caractéristique des traditions de lutte des ouvriers des chantiers navals.

Les ouvriers de Laving-Glaces entreprise de nettoyage, pourtant considérée comme des moins que rien, des « esclaves » ont gagné leur lutte.

La création du comité de l'UOPDP s'est faite sous le signe de ces deux luttes. Plusieurs ouvriers de Laving-Glaces s'y sont rapidement associés, trouvant dans l'Union une réponse aux questions politiques qu'ils avaient dû se poser.

Deux autres mouvements de lutte caractérisent la région : l'opposition à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin qui a suscité un très large mouvement de masse, et la lutte des femmes, pour l'avortement et la contraception, mais aussi pour la prise en main par les femmes elles mêmes de leurs luttes. L'UOPDP, de création pourtant récente, a ouvert là aussi de premières perspectives chez les militantes et les militants actifs

Bien sûr un mois et demi de travail et de discussion c'est bref. Mais comme en témoignent les quelques interviews qui suivent, quelque chose a déjà changé à Nantes avec la création de l'UOPDP.

Jean-Yves était à l'essai

depuis trois jours, lorsque la grève s'est déclenchée à Laving-Glaces. Il n'a pas hésité. Sachant ce qu'il risquait, il a suivi le mouvement, et s'est révélé l'un des plus combatifs de la lutte. Profitant de la période qui a suivi la reprise, après la vic-

toire, le patron de l'entreprise l'a licencié. Jean-Yves participe actuellement au comité de l'UOPDP. Il y a quelques semaines, pourtant, il avait sa carte au PCF.

Jean-Yves

« J'étais entré au PC en 1971. J'étais alors cheminot dans l'Est. Ils m'avaient invité à quelques réunions. Ils promettaient monts et merveilles, le relèvement du SMIC... si on les suivait.

« A Nantes, le PCF a essayé de me recontacter, on venait de commencer la grève à Laving-Glaces et le PCF avait recouvert nos affiches « Nettoyage-esclavage » signées du comité de grève et du comité de soutien. J'ai été à l'assemblée de remise de cartes, et je leur ai dit : « Vous vous prétendez le parti des ouvriers, pourquoi recouvrez-vous les affiches d'ouvriers en grève ? » Le secrétaire de cellule ne savait pas quoi dire. Il « n'était pas au courant ». Ça m'a écouré. Il y a eu aussi l'attitude de la CGT pendant la grève. Nous sommes partis en lutte contre le licenciement d'un délégué CFDT. La CGT disait que le licenciement était réglementaire, que le délégué ne travaillait pas correctement. Moi, je faisais équipe avec lui, et je peux témoigner que c'était complètement faux. Le PCF a aussi fait envoyer des dockers contre le piquet de grève, pour nous obliger à laisser les non-grévistes travailler. La « liberté du travail, en quelque sorte »...

« J'étais tellement écouré que je me suis dit que ça ne se reproduirait pas, que j'y regarderais à deux fois avant d'adhérer à une organisation. Le PCF ne marche que s'il contrôle ce qui se passe, que si ça peut servir ses objectifs.

« Après la grève, les camarades qui nous avaient soutenus m'ont donné la plate-forme de l'UOPDP. J'ai été à plusieurs réunions, et ce qui m'a intéressé, ce sont deux choses. D'abord, l'UOPDP ne cherche pas à aller au gouvernement. Elle veut préparer la révolution, elle veut un gouvernement ouvrier. C'est ce qu'il faut dire aujourd'hui. Autre chose : aux réunions de l'UOPDP



Le 24 octobre, les grévistes des chantiers navals de Dubigeon organisaient une journée « Portes-ouvertes ».

on discute franchement, on peut dire vraiment ce qu'on pense, et clairement. Tout le monde n'est pas d'accord, mais on en discute. A la dernière réunion du groupe de travail, on a discuté de la question des revendications. L'UOPDP n'a pas donné de liste de revendications. Pourtant, on en aura besoin, quand les élections seront terminées. On s'est mis d'accord sur la méthode : on ne doit pas dire à l'avance aux ouvriers ce qu'ils doivent revendiquer. Il faut que l'UOPDP participe aux luttes, discute avec les travailleurs. Ce sont les ouvriers qui doivent dire ce qu'il faut revendiquer.

« Quand on sait ce que c'est qu'une lutte, on sait aussi que les gars sont beaucoup plus mobilisés quand ils ont élaboré eux-mêmes leurs revendications. A Laving-Glaces, il y avait beaucoup de femmes. Certaines ne faisaient pas grève au départ. On leur a demandé d'exposer leurs problèmes, et on en a discuté. Et elles ont pris des responsabilités dans la lutte. Sans cela, on n'aurait pas gagné ».

Pour l'instant, nous sommes en période électorale, Jean-Yves pense que l'UOPDP doit profiter des élections pour se faire connaître au maximum, que, par la suite, il faudra voir les choses autrement.

« Je pense à certains de mes camarades de Strasbourg. Comme je les connais, si le PCF les envoie à la bagarre, ils iront tête baissée. Tu leur donnes la plate-forme de l'Union, maintenant, ils ne seront pas d'accord. Mais si on discute avec eux, si on leur explique bien ce qu'on veut, ils commenceront à réfléchir. Après les élections, je pense qu'il faudra beaucoup élargir l'UOPDP, discuter avec les gens, leur proposer quelque chose qui soit vraiment dirigé par eux. Et ça, c'est sûr, tout en participant aux luttes ».

Philippe

Philippe s'est lui aussi intéressé à l'UOPDP après la grève où il a eu un rôle important.

« Il faut absolument se réunir, à condition que cela aille dans le sens de plus de démocratie. Il y a beaucoup de gens qui ont la tempête sous le crâne, qui sont « inorganisés », mais bien organisés dans leur tête, et qui brassent sur leur lieu de travail, qui mènent la lutte tous les jours contre leur patron, qui ne laissent rien passer. Il faut absolument les rassembler, et l'extrême-gauche a gaspillé beaucoup d'énergie jusqu'à présent sans y arriver. Je crois sincèrement que l'UOPDP peut y arriver, à condition qu'elle trouve son identité propre

Vous avez eu raison de ne pas cacher la base politique au départ. Ça aurait été hypocrite, et les gens auraient rapidement eu le sentiment de s'être faits avoir. Et puis, il est nécessaire de parler clairement sur la gauche : il y a eu une manœuvre politique depuis 1974 pour nous empêcher de lutter.

Après les élections, ce sera instable, et il peut y avoir manipulation du PCF ou réaction dans le sens d'un pouvoir « fort ». C'est pour cela qu'il faut être clair.

Pour développer l'UOPDP, il faut que ses militants soient vraiment avec ceux qui luttent, qu'ils ne parachutent pas des idées sur les gens.

Il faut que les gens, ceux qui ont la tempête dans leur crâne, comme je disais tout à l'heure, puissent venir avec leurs arguments, qu'on les accepte, qu'on ne les mette pas dans un moule ».

Danièle

Visiblement, Philippe craignait un peu de se retrouver « dans un moule », lorsque des camarades lui ont parlé de l'UOPDP. Les réunions auxquelles il a assisté, si elles ne le satisfont pas pleinement, lui ont montré que l'UOPDP c'est autre chose.

Le cas de Danièle est différent : son expérience politique, comme militante de la « Cause du peuple »,

puis du mouvement des femmes l'a convaincue de la nocivité du PCF, et de toute analyse politique qui en vient finalement à laisser quelques illusions sur ce parti.

Elle l'avait aussi conduite à privilégier l'action à la base, chaque fois que quelque chose se passe, dans les usines en particulier, mais aussi dans les quartiers, dans les groupes-femmes qui se constitueraient sur tel ou tel problème, et qui veulent mener leur propre réflexion.

« Ça m'est apparu tout à fait naturel et évident de lier toutes ces luttes. C'est pour cela que l'idée de l'UOPDP me semble bonne. Mais il faut trouver les moyens de les unifier. Ce n'est pas évident. Par exemple, je travaille avec un groupe « femmes battues ». Je vois mal le lien avec les luttes dans les usines. Autre exemple, à propos de Tréfinmétaux, où les femmes de grévistes étaient allées occuper la direction. Il y a eu un débat dans les groupes-femmes pour savoir si c'était une lutte féministe. Pour moi, ça allait dans le bon sens, mais ce n'était pas évident pour tout le monde. Il faut discuter de tout cela, poser les problèmes. Discuter concrètement du socialisme aussi devrait permettre de sortir du cadre limité dans lequel se trouve chaque terrain de lutte ».

Marie-Nicole

Marie-Nicole qui a choisi de lutter aux côtés des paysans de Cheix-en-Retz contre le projet de centrale nucléaire pose aussi le problème de l'unification concrète :

« L'UOPDP est inconnue ici au Pellerin et à Cheix-en-Retz. Pourtant, beaucoup de gens seraient d'accord sur un certain nombre de choses. Quand l'UOPDP s'est créée, j'ai trouvé que ça « coulait de source ». Parce que j'ai vécu la lutte ici, qui s'est construite en dehors et contre les partis,

(Suite p. 4)

grève à laving glaces

NETTOYAGE
= ESCLAVAGE

brimades, aversissements injustifiés, dégradation des conditions de travail; LICENCIEMENT d'un travailleur; la direction a demandé le licenciement de 2 délégués cfds

Affiche réalisée pendant la grève à Laving glaces

Les voix de l'UOPDP

Un potentiel pour l'action

suite de la page 2

représentent donc un potentiel précieux sur lequel s'appuyer pour rallier d'autres travailleurs. Ceux qui ont tenu tout en refusant la droite à marquer au premier tour leur défiance vis-à-vis de la gauche. Ceux très nombreux qui n'ont voté pour la gauche que parce qu'ils étaient mécontents de la droite et ne distinguaient pas encore d'autre alternative. Quant à nos frères de classe, les travailleurs immigrés, s'ils n'ont pas le droit de vote, ils ont pourtant largement participé à notre campagne.

Et si l'on regarde même les électeurs qui ont

voté pour les candidats de l'UOPDP ne représentent-ils pas déjà une bonne base de départ ? Combien de quartiers populaires où les bureaux de vote ont enregistré 1 % ou plus, voire 6 % comme à Liévin. Combien de villes où ils représentent un potentiel cinq à dix fois plus nombreux que les seuls adhérents actuels. Combien de villes ou de villages où des électeurs ont voté pour nous alors que nous sommes peu ou pas présents.

S'attacher à rassembler ce potentiel d'action voilà des perspectives bien concrètes qui ressortent dès maintenant de ces résultats.

Soutien total à la Résistance palestinienne

30 000 soldats israéliens ont envahi mardi soir le Sud-Liban. Dans la journée de mercredi, les avions israéliens ont bombardé les camps de réfugiés palestiniens parmi les plus peuplés du Liban. Non seulement Israël souhaitait anéantir les principales bases palestiniennes du Sud Liban, mais il voulait également tuer le plus grand nombre de Palestiniens, hommes, femmes, enfants ou vieillards en rasant les camps comme ce fut le cas à Ouzai et Damour.

L'opération menée le week-end dernier par des unités palestiniennes, organisées à l'intérieur de la Palestine occupée, s'était achevée par la mort de nombreux civils israéliens, au cours des combats qui ont opposé les fedayin aux troupes israéliennes. Israël s'en est servi comme prétexte pour envahir le Sud Liban afin d'en chasser les Palestiniens. Même si Israël parle de retirer ses troupes, il exige en échange que les Palestiniens ne puissent y revenir et veut y installer une force qui lui est dévouée, qu'elle

arme et organise, recrutée dans les troupes fascistes libanaises. En cherchant à déloger les Palestiniens du Sud-Liban, Israël voudrait que ceux-ci soient cantonnés au Nord, où ils sont soumis à la pression constante de la droite libanaise et où leur liberté d'action est limitée depuis l'intervention de la Syrie qui occupe toujours cette partie du Liban.

La violente agression déclenchée mardi a reçu l'accord de Carter qui en a été averti plusieurs heures à l'avance. Si l'Union soviétique dénonce hautement l'attitude des États-Unis, elle n'en reste pas moins discrète sur son soutien à la Résistance Palestinienne. Il ne peut en être autrement car États-Unis et URSS sont fondamentalement d'accord pour qu'un règlement intervienne au Moyen-Orient, qui offre les garanties demandées par Israël au prix d'une liquidation des droits du peuple palestinien. Toute la dispute entre Moscou et Washington est de savoir par quel moyen : les USA comptent s'assurer un rôle de premier

plan en favorisant les négociations directes entre Israël et les pays arabes, quand l'URSS veut s'assurer un rôle dans la région par la convocation de la conférence de Genève dont elle est co-présidente.

En France, l'agression israélienne a coïncidé avec une violente campagne contre le peuple palestinien. Les sionistes ont organisé des manifestations demandant la fermeture des bureaux de l'OLP. A Paris, Dominati (PR), Le Tac (RPR), s'y sont retrouvés au coude-à-coude avec Sarre, PS ; à Marseille, Defferre y paraissait. Si giscardiens et socialistes rivalisent dans leur soutien aux revendications sionistes, le PCF cherche à ne pas être en reste : Marchais déclarait à la télévision : « On ne peut que condamner cet enchaînement de la violence, que ce soit l'attentat palestinien de samedi, que ce soit l'intervention d'aujourd'hui. » L'Humanité retrouvait à l'égard des fedayin les accents qu'elle mettait autrefois à condamner les « terroristes » des débuts de la guerre d'Algérie.

A droite comme à gauche, les partis bourgeois rivalisent pour rafler quelques voix sionistes dimanche prochain. Ce cynisme raccolage électoral s'effectue au prix du sang palestinien. C'est pire que du cynisme : c'est la haine des peuples debout pour leur indépendance, qui anime ces politiciens-là.

Tout notre soutien doit se porter vers les combattants palestiniens et patriotes libanais. La lutte du peuple palestinien est à la fois un symbole pour les peuples du Tiers-Monde et la pointe avancée de la lutte des peuples arabes pour leur indépendance. Cette cause là est notre cause : la lutte des peuples du Tiers-Monde contre l'impérialisme, du peuple palestinien pour sa patrie ont affaibli l'ensemble des pays impérialistes et contribué à la grave crise qu'ébranle l'impérialisme français.

Tout doit être fait pour dénoncer et combattre l'agression israélienne, ceux qui la soutiennent et souhaitent ouvertement ou en secret la liquidation de la Résistance Palestinienne.

Interview

Pourquoi nous avons rejoint l'UOPDP

(Suite de la page 3)

le PS en particulier. C'est une caractéristique qu'on retrouve dans d'autres luttes. Il est donc normal, néces-

saire qu'elles se réunissent. Aujourd'hui, j'en suis toujours convaincue, mais je ne vois pas dans l'immédiat comment y parvenir ».

Michel Kervarec

Michel Kervarec qui était candidat de l'UOPDP dans la 3e circonscription, fait aussi référence à cette nécessaire coordination des luttes :

« Nous avons cette idée depuis longtemps. La situation de Nantes y pousse, en raison des traditions de lutte dans la classe ouvrière et dans la paysannerie. Il ne faut pas oublier que la SNIAS d'ici a été la première usine occupée en 1968. Par exemple, la création de l'APL (Agence Presse Libération Ouest) montre que cette idée correspond à une réalité. Les ouvriers avec qui les révolutionnaires étaient en contact en 1968, qu'on retrouve aujourd'hui dirigeants syndicaux et qui ont démolé la lutte de Dubigeon sont mal dans leurs pompes. On ne peut pas dire qu'ils soient complètement soumis aux réformistes. Ils disent : " Les syndicats italiens, j'espère qu'on en arrivera pas là... ».

Le développement de l'Union se pose dès les élections terminées. A mon avis, on a fait le maximum pour la période actuelle :

sur les 150 personnes qui étaient au meeting de l'UOPDP, vendredi soir, il y en avait au moins 80 d'inorganisées. Il y avait même des gens qui sont venus, alors qu'ils avaient l'intention de voter PS. Mais je crois que pour se développer, il faudra beaucoup enquêter, mieux connaître Nantes. Quand on connaît les problèmes de la population, on voit sur quoi il faut diriger les efforts. Sur Rozé où j'habite, je sais qu'un certain nombre de problèmes se posent, mais ce ne sont pas forcément les plus importants ».

Oui, il se passe quelque chose à Nantes. Ces militants rassemblés dans le comité de l'UOPDP ne se seraient pas forcément retrouvés au coude à coude sans cette initiative. Et déjà, après quelques semaines de travail en commun, ils envisagent l'élargissement de l'UOPDP, sa participation aux luttes, ses revendications. Bien sûr, beaucoup reste à faire, mais se poser le problème est déjà un grand pas.

• Montreuil

Un meeting plein de promesses

Ce soir, dans la salle d'école du quartier populaire de La Noue, nous sommes soixante.

Les candidats ouvrent le meeting, présentent la plateforme de l'UOPDP et les méfaits de la droite et de la gauche dans notre circonscription.

Tout au long de cette intervention, des travailleurs prennent la parole pour approuver ce qui est dit, ou pour rajouter des précisions, renchéris. Et maintenant, c'est à eux de prendre la parole. Omar, résident du foyer Sonacotra de La Noue, commence. Trois autres de ses camarades grévistes sont là aussi : « Nous, immigrés, on n'a pas le droit de vote, mais on sait bien quand même que le résultat de ces élections nous concerne. Que ce soit la droite ou la gauche, la répression s'accroît contre nous, comme sur l'ensemble de la classe ouvrière. Alors, si je suis là ce soir, c'est pour vous demander à vous travailleurs français, de nous soutenir nous, immigrés qui sommes en lutte contre la Sonacotra, et de dénoncer ceux qui nous trahissent et nous isolent. Il faut construire l'unité

Français-immigrés ».

Ce sont ensuite les postiers du Principal de Montreuil, en grève qui interviennent. Ils sont cinq présents ce soir. Cet après-midi, nous étions passés devant le Principal PTT avec la camionnette UOPDP. Nous leur avons donné des tracts, et puis on a discuté de la grève. Aussitôt, les dirigeants CGT-PCF se sont mis à hurler en nous traitant « d'agents de la droite », les postiers écoeurés de l'agressivité du PCF font vite le lien avec leur attitude dans la grève qu'ils essaient de casser, et le débat s'engage.

Deux jeunes employés du cadastre, dont le siège se trouve Porte de Montreuil prennent la parole : ils viennent de terminer une dure grève pour l'amélioration de la situation des nombreux vacataires de cette administration. Ils racontent l'enthousiasme aux premiers jours de la grève puis les négociations qui n'aboutissent pas. La CGT appelle alors à la reprise et à la « mobilisation dans les bureaux ». Après un vote à bulletins secrets, une faible majorité l'emporte pour la reprise. Aussitôt la CGT

se déchaîne contre les partisans de la poursuite de la grève : elle les traite d'aventuristes et autres insultes habituelles. Du coup, la direction est en force pour licencier plusieurs grévistes dont celui qui nous parle. Aucune riposte. Alors les éléments les plus combattifs, une quarantaine quittent la CGT et créent une section CFDT pour s'opposer à la ligne de collaboration de classe de la CGT.

Pour ces deux employés c'est clair, la gauche c'est la bourgeoisie.

Deux Antillais montent ensuite à la tribune et parlent de leurs pays : le colonialisme français, le projet de maintien du colonialisme du Programme commun, le rejet de plus en plus important de ces deux politiques, par les masses antillaises. Le camarade guadeloupéen évoque en particulier les récentes grèves des ouvriers du bâtiment, les barricades, dans les rues de Pointe-à-Pitre début mars.

Un débat s'engage dans la salle : quelles solutions veulent les Antillais ? « C'est l'indépendance totale », répondent-ils.

Les questions essentielles sont posées : les postiers demandent comment, nous, on pense changer les choses. Les candidats y répondent. Un ancien ouvrier du bâtiment italien d'origine, ancien des brigades internationales, un des premiers communistes de Montreuil se lève en s'aidant de sa canne et dit, s'adressant avec un clin d'œil, aux postiers : « Moi, je vais te l'expliquer. Nous communistes, une fois au pouvoir qu'est-ce qu'on fait ? On a plein de bons députés. Que font-ils ? Eh bien, ils font plein de bonnes lois pour le peuple. Et après ? Eh bien ils les font appliquer mais par qui ? Par le préfet bourgeois, la police, l'armée bourgeoise en place ? Impossible. Alors, ils n'ont qu'une solution, prendre les armes, mobiliser tout le peuple pour abattre ce système capitaliste pourri. Voilà, camarade ce qu'il faut préparer dès aujourd'hui ! »

Bien d'autres interventions encore : un vétéran communiste, ancien garde du corps de Marty explique : « En 1936, ce sont les luttes et seulement les luttes qui ont permis d'arracher quelques victoires ».

• Guadeloupe

56 %

d'abstentions

En Guadeloupe, plus de vingt candidats se disputent trois postes de député. Les grands partis ont mené une campagne monstre pour amener les Guadeloupéens à voter pour leurs candidats. Messmer pour le RPR, Fajon pour le PCF, pour ne parler que d'eux, sont allés faire leur tournée en Guadeloupe pour y dicter « leur bon choix ».

Et pourtant, le pourcentage des abstentions a été énorme dans les trois circonscriptions de ce petit pays : 50 %, 60 % et 64 %. Quelle est la signification de cette abstention massive ?

Pour le comprendre, il faut savoir qu'il y a par exemple en Guadeloupe dix fois plus de chômeurs proportionnellement qu'en France, que la mortalité infantile y est dix fois plus grande, que la misère et les souffrances du peuple ne font que s'aggraver.

Cette situation est étroitement liée au statut colonial de la Guadeloupe, nation opprimée et exploitée par le colonialisme français. La même bourgeoisie qui nous opprime pille toutes les richesses de ce pays avec la complicité de ses propriétaires fonciers et des gros commerçants.

Alors que proposent les

candidats, notamment ceux qui ont quelque chance d'être élus ? Les candidats de droite prônent quelques aménagements de la départementalisation (puisque la Guadeloupe est soi-disant un département d'outre mer (DOM). Jalton du « Mouvement socialiste guadeloupéen » propose une « décentralisation des pouvoirs » et le Parti communiste guadeloupéen « l'autonomie démocratique et populaire dans le cadre de la République française ».

Dans tous les cas, c'est le maintien du système colonial qui refuse le peuple guadeloupéen.

Par ailleurs, cela fait près de trente ans que des députés élus en Guadeloupe siègent au Parlement français sans que rien n'ait changé.

Le peuple guadeloupéen a donc voulu exprimer par cette abstention massive à la fois son refus du colonialisme et de tous ses aménagements et aussi le peu d'illusions qu'il avait de changer cet état de choses par l'élection de députés à l'Assemblée nationale française. Les autres peuples colonisés ont réagi de la même manière. En Martinique, Guyane, à la Réunion, le taux d'abstention

est souvent dépassé 60 %.

Les fameux 8 % qui les inquiètent tant ...

Quatre grands partis se disputent nos voix, quatre grands partis qui sont pratiquement de force égale. Prenez les choses comme vous le voulez, associez le RPR de Chirac avec l'UDF de Giscard, ou l'UDF de Giscard avec le PS de Mitterrand, ou le PS de Mitterrand avec le PCF de Marchais, aucune de ces coalitions n'obtient 50 % des voix au premier tour. Les deux coalitions reformées à la hâte au lendemain du premier tour, la gauche et la droite, ne possèdent donc ni l'une ni l'autre ce que les spécialistes appellent une « confortable majorité ». Dès lors, ils se sont fébrilement tournés vers les 8 % de voix qui, au premier tour, n'ont voté ni pour les deux grands de droite, ni pour les deux grands de gauche et qui sont appelés aujourd'hui à « faire la différence ». Mais ce ne sera pas si simple.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne fait partie de ces 8 %. Non seulement elle avait annoncé sa décision de ne pas se désister, mais encore elle traduit ce choix par un appel à l'abstention ou au vote nul. Quant aux autres candidats, certains n'ont pas donné de consigne de vote comme les écologistes et le mouvement « Choisir » (Voir page 8). D'autres ont, en fin de compte, appelé à se désister pour la gauche, mais cela ne va pas sans problèmes pour eux.

KRIVINE :
A COTÉ DE LA PLAQUE

La Ligue communiste de Krivine et les deux petits groupes qui se sont alliés à elle ont appelé à voter contre la droite et pour la gauche. Ce n'est pas une surprise puisque cela était annoncé dès avant le 12 mars. Toutefois, un fait doit être signalé.

A chaque étape du processus de division, puis de réconciliation de la gauche, les dirigeants trotskistes se sont trouvés à côté de la plaque et des électeurs de gauche à qui ils s'adressent en priorité.

On les a vus en effet pleurer à l'unité de la gauche, au lendemain de la rupture, alors que de nombreux militants de base des partis de gauche commençaient à remettre en cause cette union opportuniste elle-même.

On les a vus ensuite demander avec force paroles que le PCF se désiste automatiquement pour le PS au second tour, mais toujours sans même que ne soit fixé un programme et à une époque où de nombreux militants de base des partis de gauche se renforçaient dans leurs doutes sur l'ave-

nir d'une nouvelle union de la gauche.

Enfin, quand après trois heures de discussion « au sommet », les trois têtes pensantes (Marchais, Mitterrand et Fabre) se sont rabibochées, on a vu les trotskistes leur demander de faire plus, de faire preuve d'enthousiasme et de mener une campagne tambour battant, ce qui fut loin d'être le cas, car de nombreux militants de base des partis concernés au fond n'acceptent pas cet accord sans principe.

Plus les électeurs de gauche doutent de leurs dirigeants, ce qui s'explique facilement, plus Krivine soutient Marchais et Mitterrand et en rajoute toujours une longueur.

LUTTE OUVRIÈRE
S'EMBROUILLE

Arlette Laguillier et Lutte ouvrière ont appelé à se désister, en bons trotskistes.

Cela n'a pas été sans provoquer des remous ici ou là. Devant ces électeurs, Laguillier avait plutôt insisté sur le thème : « Ne vous souciez pas du second tour, ne faites confiance qu'à vos luttes, Marchais et Mitterrand ce n'est rien de bon », etc... et avec un langage volontairement plus à gauche que celui des autres trotskistes.

Le haut score électoral de Lutte ouvrière est dû en partie à l'allure très révolutionnaire de sa campagne qui a trompé beaucoup de ces électeurs et même certains militants de base de Lutte ouvrière elle-même, qui, au fur et à mesure de la campagne, voyaient de plus en plus mal appeler au désistement à gauche.

Le changement de ton d'Arlette, le 13 mars, a causé bien des déceptions ou des étonnements. On peut dire qu'Arlette a trompé les gens.

LES ÉCOLOGISTES
FIDÈLES A LEUR
PLATE-FORME

C'est pour éviter toute manœuvre entre les deux tours, pour ne pas tromper leurs électeurs et ne pas être récupérés que les candidats écologistes avaient avant le premier tour, par souci d'honnêteté, annoncé la couleur : « Les candidats s'engagent formellement à ne rien dire ou faire qui, avant ou après le premier tour, sous une forme ou une autre, puisse de près ou de loin favoriser une autre formation, traditionnelle ou non et ses candidats ».

Le « Collectif Écologie 78 » s'est réuni après le premier tour et a réaffirmé ce principe. Seul le nommé Brice Lalonde a cru bon pouvoir et devoir faire le contraire de ce qu'il avait signé quelques semaines auparavant.

Avec son groupe écologiste « Les amis de la ter-



Candidat à la députation lançant un vibrant appel aux écologistes, gauchistes et féministes... devant une salle vide.

re » de Paris, il a tenu une conférence de presse, seul et a tenu le discours : « Nous ne donnons pas de consigne de vote, mais nous tenons à dire que la droite c'est pire et que la gauche c'est mieux ».

Pour plus de précision, le cœur de Brice Lalonde bat (il le dit lui-même) du côté du PS de Mitterrand et même du CDS, groupe centriste, membre de la majorité de droite sortante et dont Monory, ministre de l'Industrie, est

membre.

Il nous semblait pourtant que Monory et Lecanuet n'étaient guère plus écologistes que Mitterrand... Ils eurent droit aux éloges de Lalonde devant la presse réunie jeudi dernier.

Enfin les amis de Brice Lalonde, dans le 11^e arrondissement, se sont officiellement désistés pour Georges Sarre du PS, dans le 14^e et le 10^e et les 1^{er}, 2^e et 4^e arrondissements ils ont pris position contre le candidat de droite, mais

en « oubliant » de parler de celui de gauche (ou si peu), et parfois même souhaitant « bonne chance ! » au candidat socialiste. Ces attitudes les excluent de fait du mouvement Écologie 78 qui a regroupé tous les écologistes pour ces élections.

Les autres organisations écologistes qui composent le collectif ont, rappelons-le, tenu la même position de ni gauche, ni droite jusqu'au second tour. Les amis de Lalonde ne sont qu'une minorité.

La CFDT et la gauche

La confédération soutient l'Union de la

gauche. Maire aurait servi d'entremetteur

avant l'accord du 13 mars. Un jeu dangereux.

Le 19 mars prochain, les partis de droite et de gauche solliciteront à nouveau les électeurs pour se faire élire. Le syndicat en tant qu'organisation de combat de la classe ouvrière doit-il appeler à soutenir un parti politique dont le programme ne remet pas en cause l'exploitation capitaliste, le capitalisme ? Non, bien sûr.

Les partis de droite veulent-ils changer quoi que ce soit à l'ordre établi, aux cadences infernales, aux accidents du travail qui tuent et mutilent ? Non. Veulent-ils que les travailleurs dirigent la société ? Non ! Cela n'est pas surprenant puisque derrière ces partis de la vieille droite, se profilent les ombres des De Wendel, Dassault, Empain, Boussac, Péchiney, Saint-Gobain et autres requins de l'industrie et de la finance.

Les partis de la fausse gauche qui sollicitent aussi nos voix, nous proposent-ils autre chose sur le fond, sur la destruction du capitalisme ? Non ! Pourtant, les directions syndicales appellent clairement à les soutenir. Cela ne nous étonne pas de la part de Séguy et consorts, dirigeants de la CGT, qui sont liés corps et âmes au PCF.

Mais une telle position est pour le moins, très difficile à justifier pour la direction CFDT qui rappelle qu'elle est indépendante des partis et qui pourtant appelle à voter pour les partis de gauche.

Dans « l'Espoir syndical » son journal, l'USAT* CFDT fait un éditorial intitulé « Défendre notre outil » qui dit notamment : « Aujourd'hui, comme hier, comme demain, que la gauche soit au gouver-

nement ou pas, la CFDT veillera à préserver sa totale indépendance ».

Ceci est très juste et mérite d'être souligné, mais il y a un mois, l'article se concluait par : « Pour nos revendications, il faut que la gauche gagne ! ».

Comment peut-on être indépendant et appeler à voter pour les partis de gauche, de plus quand on laisse entendre clairement qu'ils ne satisfiront pas les revendications dans leur ensemble ?

La Fédération CFDT-PTT est plus claire : « Six jours encore pour construire la victoire ». Au niveau local, c'est le secrétaire de section qui reçoit un coup de fil de l'union départementale -PTT qui lui dit qu'il aura une affichette appelant à voter à gauche à coller sur le panneau syndical. D'accord ou pas, il devra le faire, on ne lui demande même pas son avis.

C'est une violation de la démocratie syndicale. Refuser la droite c'est bien, refuser la gauche, c'est aussi bien, car c'est bien grâce à la gauche que la droite est au pouvoir. Car c'est la gauche qui démobilise les travailleurs, les endort avec « la vraie démocratie », les appelle à bien voter, ne leur offre que cette perspective. Tout ceci alors qu'il est clair que ce qui compte, c'est avant tout de s'appuyer sur les luttes, unies entre elles ; tous unis, hommes et femmes, jeunes et vieux, ouvriers et petits paysans, français et immigrés. Et ça, à la CFDT, comme à la CGT c'est ce que veulent de plus en plus les travailleurs ; cela, les dirigeants syndicaux le savent et eux aussi, à leur manière préparent l'après-19 mars. *USAT : Union des syndicats ambulants et tri.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Une interview de «Choisir»

«Pas de désistement au second tour»

«Choisir» l'organisation de femmes dirigée par Gisèle Halimi a présenté ses propres candidates aux élections législatives dans le but de mettre au premier plan de cette campagne les revendications propres aux femmes qui sont d'une très grande importance et que les partis de droite comme de gauche ignorent dans les faits. Les positions politiques de «Choisir» consistant à se présenter indépendamment des partis au 1er tour et refusant de se désister pour eux au second tour sont très positives. L'interview qu'une responsable de cette organisation a bien voulu nous accorder explique cette prise de position.

Q : Comment appréciez-vous votre participation aux élections et ses résultats ?

R : Aucune d'entre nous, sauf deux qui sont conseillères municipales n'avait fait de politique auparavant. Nous avons dû partir de zéro. Nous n'avions pas d'expérience, nous ne savions pas trop comment nous organiser au début, nous n'avions pas d'argent. Voilà, comment nous nous sommes lancées dans la campagne électorale. En ce qui concerne les résultats, au début, nous ne savions pas comment les apprécier. Ce n'est qu'après avoir reçu des félicitations que nous avons réalisé que ce n'était pas si mal étant donné le peu de moyens dont nous disposions.

Surtout, si l'on tient compte du peu de cas qu'ont fait de nous la télévision et la radio. Alors que nous sommes passées sur les écrans de cinéma et de télévision dans de nombreux pays tels que les Etats-Unis, l'Angleterre, les pays scandinaves, la Belgique, l'Italie, etc. nous n'avons pas pu avoir accès en France à la campagne officielle de la télévision et de la radio.

Dans la liste des résultats, nous avons été mentionnées comme divers gauche ou sans étiquette et non sous l'enseigne de «Choisir», et les candidates étaient désignées souvent sous le nom de leur mari alors qu'elles s'étaient présentées sous leur propre nom. 32 000 personnes ont voté pour nous et nous ont apporté leur soutien et nous

ne nous sommes présentées que dans quarante-trois circonscriptions seulement. Actuellement, nous recevons des piles d'adhésions qui sont le résultat de notre campagne que nous jugeons donc très bénéfique.

Q : Quelle est votre position pour le second tour ?

R : Nous questionnons les futurs députés restant en compétition. Nous informons les électrices et les électeurs de leurs positions en ce qui concerne les femmes et en particulier sur la position qu'ils prendront au moment du vote de la loi sur l'avortement qui doit revenir en discussion à l'Assemblée nationale dans deux ans. Mais quoi qu'il en soit, nous ne donnons pour le second tour aucune consigne de désistement.

Q : Pourquoi avez-vous décidé de vous présenter dans ces élections indépendamment des partis et quelles raisons vous conduisent à ne pas donner de consignes de désistement ?

R : Jusqu'au présent, aucun parti politique n'a pris en compte sérieusement nos revendications. D'autre part, les femmes dans les partis politiques sont envoyées « au grisou », c'est-à-dire dans des circonscriptions où elles n'ont aucune chance d'être élues.

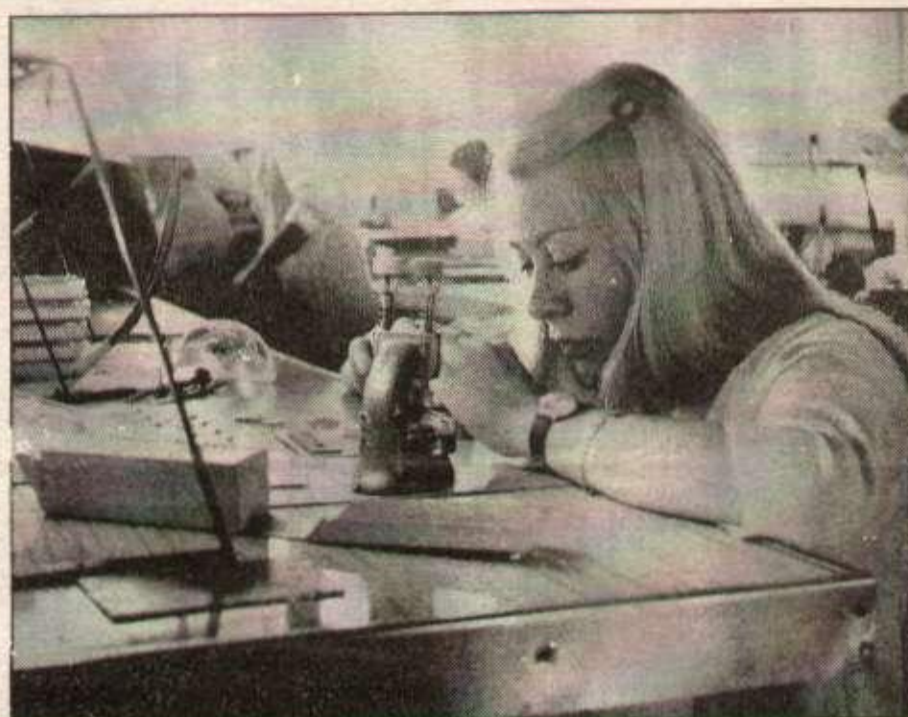
Si ces partis parlent des revendications des femmes et les inscrivent dans leurs programmes et leurs journaux en ce qui concerne l'application et l'aboutissement dans les faits de ces

revendications, elles ne leur paraissent ni urgentes, ni finalement nécessaires. Si les syndicats par exemple, inscrivent dans leurs plateformes revendicatives l'égalité des salaires entre hommes et femmes, ils n'ont pas encore trouvé le moyen de l'obtenir réellement. Le peu de femmes dans les directions syndicales n'est-il pas significatif ?

Q : Après les élections, comment concevez-vous votre action si le gouvernement est de droite ou de gauche ?

R : Notre action n'a pas commencé avec ces législatives et ne se bornera pas à attendre les prochaines élections. «Choisir» est là comme un groupe de pression et restera vigilant pour que les revendications des femmes aboutissent, par exemple pour que la loi Veil, soit maintenue, pour que l'interruption de grossesse soit remboursée par la Sécurité sociale. Jeudi 16 mars, nous soutiendrons et défendrons au tribunal de Versailles, la jeune mère condamnée à un an de prison ferme pour avoir eu à sa naissance son enfant durant deux heures.

Nous allons créer des groupes «Choisir» dans toute la France et à Paris dans chaque arrondissement. Ils auront pour but entre autres, d'informer les femmes sur leurs droits et de créer des commissions de travail afin de faire changer les lois qui nous sont défavorables.



Si les partis parlent des revendications des femmes et les inscrivent dans leurs programmes et leurs journaux en ce qui concerne l'application et l'aboutissement dans les faits de ces revendications elles ne leur paraissent ni urgentes ni finalement nécessaires. Si les syndicats par exemple, inscrivent dans leurs plateformes revendicatives l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, ils n'ont pas encore trouvé le moyen de l'obtenir réellement.

Extrait de l'interview de «Choisir»